

الرقم	الموضوع <i>Femme et participation politique</i>		مركز المرأة العربية للتدريب والبحوث
البلد <i>Algérie</i>	موقع الواب :	المصدر : <i>El Watan.com</i>	
العدد و [ص]:	التاريخ <i>2012-09-06</i>		

Trois femmes seulement dans la liste du nouveau gouvernement Fatma Oussedik : «On ne reconnaît pas l'utilité sociale de la femme»

C'est très décevant.» C'est ainsi qu'a qualifié Fatma Oussedik, sociologue et membre du réseau Wassila, la composante du nouveau gouvernement.

Sur 34 ministres, seules trois femmes ont été nommées ministres : Khalida Toumi, ministre de la Culture, Souad Bendjaballah, ministre de la Solidarité et de la Famille, et Dalila Boudjemaâ, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville, chargée de l'Environnement.

Un nouveau nom apparaît, Dalila Boudjemaâ, et un autre disparaît, à savoir Nouara Saâdia Djaâfar, l'ex-ministre déléguée chargée de la Famille et de la Condition féminine. Ainsi, la parité dans le domaine politique n'est qu'une utopie dans un contexte régi par des calculs autres que le critère de compétence. Plutôt un procédé pour convaincre l'opinion internationale d'une «égalité», qui n'est en réalité que fictive entre l'homme et la femme en Algérie. Pis encore, nommer des femmes sans leur donner les moyens nécessaires pour mener leurs tâches à bien n'est qu'une «procédure formelle», considère Mme Oussedik. Cette dernière plaide pour que l'on donne plus de moyens à ces femmes. La militante pour les droits de la femme exprime ses attentes à l'occasion de la nomination du nouveau gouvernement. Elle attend des mesures concrètes de la part de la ministre de la Solidarité et de la Famille. «J'espère qu'on donnera à Souad Bendjaballah plus de moyens pour qu'elle puisse exprimer des causes réelles», insiste Mme Oussedik qui n'a pas manqué de rappeler les contraintes auxquelles la femme algérienne fait face quotidiennement.

Mais la sociologue reste tout de même sur ses gardes. «Nous attendons ce qu'elles feront (les ministres ; ndlr) de ces postes. En tant que sociologue, j'ai des attentes», souligne-t-elle. Et de préciser : «Il faut une femme et un programme.» Fatma Oussedik n'a pas été surprise par l'absence des femmes à la tête des ministères de souveraineté, tels que ceux de la Justice, de l'Intérieur... «Je ne m'attendais pas à la nomination des femmes à la tête de ministères de souveraineté dans le contexte actuel», affirme notre interlocutrice.

Un contexte qui, d'après ses dires, sous-estime l'apport de la femme pour la relance et la stabilité du pays. Pourtant, «ce ne sont pas les talents qui manquent. Mais c'est la reconnaissance de l'utilité sociale de la femme», conclut Mme Oussedik. Ce ne sont pas les magistrates compétentes qui manquent. Cependant, verra-t-on, un jour, une magistrate nommée au poste de ministre de la Justice ?